

Société

S'ENGAGER SOUS CONDITIONS : LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AU RISQUE DE GUERRE

Anne-Laurence L'Hénaff, Amandine Pellizzari

02/04/2026

Les jeunes Français seraient-ils prêts à s'engager en cas de guerre ? Si oui, dans quelles conditions l'envisageraient-ils ? Face à un contexte géopolitique incertain où la guerre est plus que jamais présente, Anne-Laurence L'Hénaff et Amandine Pellizzari, consultantes en stratégies d'opinion, présentent les enseignements d'une enquête qualitative menée auprès de jeunes Français de 18 à 24 ans. Elles montrent, dans cette note de l'Observatoire de l'engagement de la Fondation Jean-Jaurès, que, loin d'un désintérêt, le rapport des jeunes à la guerre se caractérise par une conscience aiguë du risque et une redéfinition conditionnelle de l'engagement.

Introduction

Depuis plusieurs années, la guerre s'est réinstallée en Europe... et dans les esprits. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, la guerre au Moyen-Orient, la multiplication des tensions internationales et la réapparition d'un vocabulaire de mobilisation et de préparation dans le débat public ont progressivement remis au centre de l'espace politique une question que l'on croyait reléguée au passé : celle de l'engagement des sociétés en cas de conflit.

Le débat public convoque volontiers la jeunesse, qui serait la première mobilisée dans l'hypothèse d'un conflit de haute intensité. Plusieurs responsables militaires, à l'instar du chef d'état-major des armées, Fabien Mandon, ont récemment rappelé cette réalité, évoquant la nécessité de préparer la société au « sacrifice de nos enfants¹ ». Pourtant, cette réflexion se mène le plus souvent sans les jeunes et sans que l'on sache comment ils perçoivent la guerre, ni selon quels cadres moraux, civiques et politiques ils envisagent l'engagement.

Le rapport des jeunes à la guerre est en effet fréquemment abordé à travers des représentations simplificatrices : inquiétudes sur leur supposé désengagement civique, procès en individualisme

ou hypothèse d'un pacifisme généralisé. Ces diagnostics reposent pourtant rarement sur l'exploration concrète de leurs représentations, de leurs valeurs et des conditions qui structurent aujourd'hui leurs dispositions à l'engagement.

Les travaux d'Anne Muxel ont déjà montré, en 2024, que la jeunesse française n'était pas indifférente à la guerre, mais qu'elle exprimait un rapport à l'engagement profondément renouvelé².

Dans un contexte géopolitique encore plus incertain, cette note s'appuie sur une enquête qualitative menée auprès de jeunes Français de 18 à 24 ans afin d'explorer leurs représentations de la guerre et les conditions dans lesquelles ils envisagent – ou refusent – de s'engager. Elle montre que, loin d'un désintérêt, le rapport des jeunes à la guerre se caractérise par une conscience aiguë du risque et une redéfinition conditionnelle de l'engagement.

Note méthodologique

1. Une enquête qualitative auprès de jeunes aux profils variés

L'enquête repose sur **treize entretiens semi-directifs** (5 jeunes femmes, 8 jeunes hommes) réalisés entre décembre 2025 et janvier 2026 auprès de jeunes âgés de 18 à 24 ans. Les jeunes interrogés présentent des profils sociaux, professionnels et politiques variés : on y trouve des étudiants dans des filières académiques tels qu'Alice (double licence anglais-philosophie), Lucile et Raphaël (histoire de l'art), Valentine (droit), Naomi (psychologie) ou Mehdi (Staps). D'autres sont en formation technique ou déjà engagés dans la vie active : Andréa prépare un bac pro mécanique, tandis que Sacha est frigoriste, Adrien paysagiste, Maxim comédien et futur électricien, Romain directeur adjoint de restaurant, Enzo futur gardien de la paix et Émilie serveuse dans un restaurant.

Ils vivent à Paris, en banlieue parisienne ou dans différentes régions du territoire – sud, est et nord de la France – et leurs trajectoires familiales reflètent également une diversité d'origines (Algérie, Maroc, Allemagne, Colombie, Espagne).

Afin de limiter les biais et de croiser les regards, la sélection des personnes interrogées a été pensée pour faire varier les profils en fonction de leur rapport supposé à la guerre et à l'engagement. Pour cela, nous nous sommes appuyées sur la typologie proposée par Anne Muxel dans son étude *Les jeunes et la guerre*³, sans chercher à reproduire mécaniquement ces catégories⁴.

2. Un travail sur les représentations : l'exercice des images

Avant l'entretien, les jeunes interviewés ont été invités à participer à un **exercice iconographique** : chacun/chacune devait sélectionner des images illustrant ce que la guerre évoquait pour lui/pour elle.

Cet exercice visait à saisir l'imaginaire de la guerre tel qu'il se forme dans leur esprit, entre mémoire historique, références culturelles et actualité contemporaine. Les images choisies – tranchées de la Première Guerre mondiale, monuments aux morts, scènes de conflits récents ou représentations cinématographiques – ont constitué un point d'entrée pour comprendre la manière dont cette génération **voit et ressent la guerre**, souvent bien avant de réfléchir à l'éventualité de s'y engager.

3. Un exercice projectif : se confronter à un scénario fictif

La guerre reste pour cette génération une réalité éloignée, qu'ils peinent à se figurer pour eux-mêmes. Pour dépasser cette abstraction, les entretiens ont également mobilisé un **exercice projectif**, méthodologie classique des études qualitatives.

Les jeunes ont été invités à réagir à un scénario fictif mais plausible : une attaque militaire de la Russie contre un pays de l'OTAN, accompagnée d'attaques hybrides visant la France, et l'annonce par les autorités d'un possible appel à l'engagement volontaire des jeunes de 18 à 24 ans (réserve militaire, cybersécurité, protection civile).

Cet exercice n'a pas vocation à prédire des comportements réels – ce qui serait illusoire – mais à créer un cadre de réflexion permettant de faire émerger **les hésitations, les raisonnements et les conditions que les jeunes associent à l'idée d'engagement**.

4. Identifier les déterminants de l'engagement

Au-delà des réactions immédiates, l'objectif de l'enquête était d'identifier **les différents facteurs susceptibles d'influencer la décision de s'engager ou non** :

- les **prédispositions** liées à la socialisation familiale ou à certaines trajectoires personnelles ;
- les **valeurs morales et politiques** mobilisées face à la guerre ;
- les **perceptions de légitimité du conflit** ;
- les **logiques de calcul ou d'arbitrage personnel** ;
- les **contraintes psychologiques, sociales ou matérielles** susceptibles de peser sur la décision.

L'analyse croisée de ces dimensions permet de comprendre que le rapport des jeunes à la guerre ne relève ni d'un refus de principe, ni d'un engagement automatique, mais d'une **délibération complexe où s'entremêlent représentations, valeurs, expériences et calculs individuels**.

À partir de ces treize entretiens qualitatifs réalisés entre décembre 2025 et janvier 2026 et de données quantitatives récentes, la présente note montre que **les jeunes Français ne sont ni indifférents à la guerre ni spontanément disposés à l'engagement armé**. Leur rapport à la guerre se caractérise par une **forte conscience du risque, une défiance marquée à l'égard des décisions politiques et une redéfinition civique, conditionnelle et exigeante de l'engagement**.

Loin d'un effacement du patriotisme, c'est bien sa transformation qui est donnée à voir : un patriotisme défensif, souvent transactionnel, qui privilégie l'engagement civil et subordonne, le plus souvent, le recours à la violence armée, à laquelle certains sont prêts, à des conditions strictes de légitimité démocratique et morale.

Une guerre pensée, vue et interrogée

Des traces mémorielles encore présentes, réactivées par la fiction et l'actualité

Pour les jeunes générations, les grandes guerres du XX^e siècle appartiennent désormais à un passé sans témoins directs. Les récits familiaux sont rares et souvent marqués par le silence, notamment autour des guerres de décolonisation. Lucile explique que son grand-père, ancien d'Algérie, n'en a jamais parlé, laissant présager un traumatisme enfoui. Pour Raphaël, dont la lignée compte de nombreux appelés, ce mutisme est la règle : « Mon grand-père me racontait que ses oncles n'ont jamais parlé de ce qui s'est passé en Algérie. [...] **on reste dans le silence** parce qu'on n'en parle pas ».

Pourtant, ces conflits continuent de structurer l'imaginaire. Adrien associe immédiatement la guerre aux tranchées apprises à l'école ou au tableau *Guernica*. Cet imaginaire est nourri par les références culturelles ; pour Émilie, le film *La Rafle* définit la réalité de la guerre : « ça met enfin des images sur ce qu'on s' imagine ». Mehdi cite *La Liste de Schindler* ou *Voyage au bout de l'enfer* pour illustrer l'humanité brisée des soldats, tandis que Naomi évoque la destruction totale à travers *Apocalypse Now*.

Aujourd'hui, cet imaginaire est réactivé par une actualité omniprésente sur les réseaux sociaux. Maxim se dit submergé par des images de drones et de caméras GoPro montrant les tranchées en Ukraine ou les destructions à Gaza : « Sur internet... c'est très documenté, imagé, et de très près ». Cette exposition ancre la guerre dans une réalité concrète, loin de l'idée d'un conflit technologique

« propre ». Ils perçoivent d'ailleurs les menaces hybrides mais ne sont pas dupes de la réalité mortifère de la guerre : Valentine voit l'ingérence russe et la cyberguerre à l'œuvre en France, mais tous, à l'instar d'Enzo, notent que malgré la haute technologie, les soldats finissent par « recréer des tranchées » comme en 14-18.

Une lecture critique de la guerre et de ses usages politiques

Les jeunes interrogés portent un regard lucide et souvent désenchanté sur la guerre, perçue majoritairement comme un échec ou un gâchis. Maxim, devant les plaques des monuments aux morts, ressent une immense tristesse : « Quel gâchis [...] des mecs qui avaient mon âge et ils se sont faits envoyer mourir par millions... Pour quoi ? Pour rien ».

Plusieurs expriment une forte défiance à l'égard des dirigeants politiques, accusés de décider de conflits dont ils ne paieront pas le prix physique. Valentine utilise une métaphore spatiale pour décrire cette déconnexion : « C'est comme un plateau d'échecs [...] on a le roi et la reine qui sont protégés à la dernière case. Et devant, il y a les pions ». Cette lecture est partagée par Naomi, qui dénonce un « système oppressif » où les chefs d'État se cachent derrière la jeunesse.

Dans ce contexte, les annonces liées à la préparation de la société – nouveau service militaire volontaire, kits de survie – sont accueillies avec suspicion. Pour Lucile, le kit de survie sert surtout à « installer une peur chez les gens » pour justifier des budgets militaires au détriment de l'éducation ou de la santé. Maxim, habitué à ce qu'il nomme le « cynisme » gouvernemental, cherche la « douille » derrière ces mesures. Naomi y voit une « *full* propagande » visant à mobiliser par l'angoisse. Bien qu'ils admettent la nécessité de se préparer à un monde instable, ils restent extrêmement attentifs aux stratégies de communication politique, refusant d'être les instruments de décisions dont ils se sentent exclus.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Et si la guerre était déclarée ? Se projeter dans le conflit

Une conscience aiguë du risque mais une projection difficile

Pourtant, les jeunes de 18 à 24 ans se distinguent par **une forte conscience des risques géopolitiques contemporains**. Selon l'enquête Verian pour *L'Hémicycle* de janvier 2026, 57% d'entre eux jugent en effet probable que la France soit touchée par un conflit militaire ou une guerre dans les cinq prochaines années⁵. Témoins enfants des attentats du 13 novembre 2015, « jeunesse Covid », cette génération a grandi dans la conviction que « l'impensable peut arriver ». Pour Enzo, par exemple, les attentats du Bataclan en 2015 ont été une « gifle » qui a brisé une forme d'innocence. L'invasion de l'Ukraine a agi comme un second déclic, rendant la guerre « possible » et « pas si loin que ça » pour Lucile. Tous perçoivent leur environnement comme intrinsèquement instable et citent en effet les tensions internationales et le risque de guerre en Europe, mais aussi la montée de l'extrême droite ou le dérèglement climatique.

Pour autant, cette conscience aiguë ne se traduit pas mécaniquement par une capacité à se projeter dans un engagement personnel. Par mécanisme de défense, beaucoup tiennent la guerre à distance. Émilie illustre cette **indifférence protectrice** : pour elle, le risque reste abstrait « tant qu'il n'y a pas de char devant moi ». Adrien, lui, se sent géographiquement « épargné » car il vit dans les Pyrénées, dans un endroit reculé qu'il imagine préservé. La dissuasion nucléaire française joue aussi un rôle de bouclier mental pour Maxim ou Valentine, qui perçoivent les menaces de Poutine comme de la simple « dissuasion » réciproque.

De plus, l'idée que la guerre est l'affaire de l'armée professionnelle est largement intégrée. Pour Émilie, ce sont les militaires qui « nous représentent et s'engageraient pour nous », laissant peu de place à une mobilisation civile. Raphaël partage cette vision : les civils doivent « continuer à vivre » car la guerre est un métier.

Enfin, **une forme de saturation émotionnelle limite les projections**. Face à l'accumulation des crises, Naomi exprime sa colère contre un cycle de violence perpétuel, tandis qu'Alice finit par ne plus s'autoriser à penser à l'avenir, allant jusqu'à douter de son envie d'avoir des enfants dans un monde qu'elle juge si angoissant.

Dans ce contexte, la projection spontanée dans un scénario de guerre apparaît difficile, voire abstraite. Les réactions des jeunes interrogés ont donc été analysées à partir de l'exercice projectif présenté dans la méthodologie.

Trois postures face à l'engagement

Les entretiens révèlent des attitudes très contrastées face à l'éventualité d'un engagement en cas de guerre.

Certains jeunes se projettent relativement facilement dans un engagement militaire. Déjà proches de l'institution – réservistes, attirés par les métiers de la sécurité ou issus de familles engagées –, ils envisagent la défense du pays comme un devoir et une continuité logique de leur trajectoire. C'est le cas d'Enzo, déjà sous-officier de réserve, pour qui protéger son pays est une évidence depuis les attentats de 2015. Pour Raphaël, futur conservateur et aspirant réserviste, l'engagement est une forme de « sacerdoce » et de fidélité à une lignée familiale d'appelés. Andréa, quant à lui, estime qu'il faut « rendre la pareille » à la France pour l'accès à l'éducation et à la santé, se disant prêt à défendre tant le territoire national que les pays alliés. Enfin, Sacha valorise la rigueur de l'institution et souhaite défendre la patrie et les Français s'ils étaient menacés.

À l'inverse, d'autres expriment une forte réticence à l'idée de prendre les armes, mais ne se tiendraient pas pour autant à l'écart d'une situation de crise. Leur engagement se projette plutôt dans des formes civiles : aide aux populations, logistique, secours ou résistance non armée.

Alice et Naomi refusent catégoriquement de porter les armes ou d'aller au front par peur ou rejet de la violence, mais accepteraient de s'impliquer dans le secours populaire ou la distribution de denrées alimentaires. Maxim, méfiant envers la verticalité étatique, préférerait des actions d'auto-organisation, de désobéissance civile ou l'utilisation de ses compétences techniques (électricien) pour rétablir des infrastructures. Même Lucile, qui privilégie initialement l'évitement, se sentirait poussée par un « impératif moral » à aider concrètement si elle constatait des besoins autour d'elle.

Enfin, **certains jeunes privilégient clairement des stratégies d'évitement.** Leur réflexion repose davantage sur un calcul coûts-bénéfices : ils doutent de la légitimité des guerres contemporaines, se méfient des décisions politiques et privilégient la préservation de leur vie et de leurs projets personnels.

Émilie se dit totalement indifférente et estime que la guerre est l'affaire des professionnels, préférant préserver sa « petite vie ». Adrien, ne ressentant aucun devoir de loyauté envers le gouvernement, choisirait de se mettre à l'abri dans les montagnes avec sa famille. Cette méfiance politique est partagée par Valentine, qui refuserait de mourir pour des décisions de dirigeants dont elle se sent déconnectée et préférerait quitter le pays pour poursuivre ses études et sa vie ailleurs. Pour Romain, le sacrifice ne vaut pas la peine pour du matériel ou des symboles comme la « patrie »

; il ne s'engagerait que par instinct pour protéger ses proches et ses biens directs, et en dernier recours.

Ces positions ne constituent pas des catégories fixes ; elles révèlent plutôt les différentes manières dont les jeunes arbitrent la question de l'engagement, entre devoir, valeurs personnelles, confiance dans l'État et souci de préserver leur avenir.

L'engagement sous conditions : les déterminants du passage à l'action

À première vue, la question paraît simple : les jeunes seraient-ils prêts à s'engager si la guerre éclatait ? Les entretiens montrent pourtant que cette interrogation ne peut recevoir de réponse univoque. Autrement dit, l'engagement n'apparaît jamais comme un réflexe automatique. Il est conditionnel, discuté et mis à l'épreuve. Avant d'envisager de se battre, les jeunes interrogés s'interrogent : « pour quoi se battre, pour qui, et à quel prix ? ».

L'analyse des entretiens montre ainsi que l'engagement des jeunes ne se comprend qu'à travers plusieurs registres : les dispositions individuelles héritées des trajectoires propres et de leurs histoires familiales ; la perception de la légitimité et de la « moralité » du conflit ; enfin, leur rapport à l'État et à la nation. Cela dessine un **engagement conditionnel**, pris dans des tensions entre devoir collectif et intérêt personnel, patriotisme et défiance politique, volonté d'agir et sentiment d'impréparation.

Des dispositions individuelles inégales face à l'engagement

Les jeunes, qui sont plus enclins que d'autres à envisager un engagement armé, semblent avoir davantage intériorisé l'idée qu'ils pourraient servir en cas de conflit armé : soit par fidélité ou tradition familiale, soit par réflexe de genre, soit par familiarité avec des modes d'action collective.

La transmission familiale semble, à ce titre, décisive. Ceux qui se projettent en effet dans un engagement militaire, policier ou réserviste, ont souvent été socialisés très tôt à l'idée de servir.

Souvent, cette transmission passe par le désir d'honorer un récit familial ou de prolonger une lignée. Raphaël, par exemple, dont les ancêtres ont été appelés lors de tous les conflits depuis 1914, illustre parfaitement cette volonté d'inscription : « À partir du moment où j'ai commencé à faire des recherches sur ma famille, et que j'ai vu tous ces engagements, je me suis dit [...] moi aussi, je veux m'engager, je veux m'inscrire vraiment dans cette lignée. » Pour Enzo, le déclic est venu de

l'exemple paternel lors des attentats de 2015, alors que son père était d'astreinte en gestion de crise : « le côté protéger les autres... avoir un impact sur la société... ça a toujours été quelque part là ». Cette imprégnation est également forte chez Sacha, dont toute la famille paternelle a servi dans la gendarmerie, ou chez Andréa, fils de pompier professionnel, pour qui le service à la population est une valeur prégnante. À l'inverse, des jeunes comme Alice ou Lucile, dont les récits familiaux sont marqués par le silence ou l'exil à cause des guerres (Algérie, Espagne), développent un rapport beaucoup plus distant, voire méfiant, envers l'engagement armé.

De même, les imaginaires de genre face à la guerre perdurent et façonnent encore les

projections. La guerre, en effet, continue de convoquer des archétypes de genre. Ainsi, les jeunes hommes se projettent plus facilement dans l'idée d'un engagement armé, tandis que les jeunes femmes expriment plus fréquemment la peur, le refus, ou privilégient des formes alternatives d'engagement. Pour Adrien, ce clivage est une évidence ancrée dans l'imaginaire collectif : « peut-être je raisonne comme ça parce que je suis un homme... dans l'imaginaire, la guerre, c'est un peu les hommes qui y vont ». Sacha, quant à lui, choisirait le front plutôt que les services de santé par volonté de défendre activement le pays : « je me verrais plus sur le front que [de] faire des soins... ce serait vraiment pour aller défendre ». À l'inverse, les jeunes femmes interrogées se projettent plus volontiers dans des fonctions de soin, de soutien logistique ou de résistance civile et leur engagement est centré sur la protection des personnes et des droits. Naomi, jeune femme animée par des convictions pacifistes, privilégierait alors des « missions humanitaires » pour apporter de l'eau et de la nourriture aux populations isolées, tout en affirmant qu'elle ne prendrait les armes que par pur « réflexe animal » de survie.

Enfin, les habitudes d'action et de socialisation collective sont aussi des moteurs forts de

l'engagement. Ceux qui envisagent le plus spontanément de s'engager sont souvent, en effet, déjà inscrits dans des pratiques collectives structurantes ; leur engagement en situation de crise apparaît alors comme l'activation de dispositions déjà incorporées. C'est le cas d'Enzo, déjà sous-officier de réserve, qui a travaillé plus de deux cents jours en gendarmerie l'année dernière et se projette naturellement dans une fonction de commandement. Sacha mobilise de son côté ses sept années de pratique du MMA pour valoriser la rigueur et le respect des règles qu'il observe dans l'institution militaire. Ces habitudes d'action se retrouvent également chez Mehdi, karatéka et coach sportif, qui voit dans l'effort physique une base pour la défense du sol. Romain, de son côté, a déjà éprouvé son sens du service par des stages chez les pompiers ou des missions de distribution alimentaire. Enfin, Raphaël articule son désir de réserve avec sa pratique du rugby et sa vie en résidence étudiante catholique, où il cultive une « fraternité d'armes » et une acceptation du sacrifice pour le bien commun.

Pour ces jeunes, l'engagement n'est pas une rupture, mais la mise en œuvre de compétences et de valeurs – discipline, solidarité, dépassement de soi – déjà éprouvées dans leur vie civile.

Toutefois, **ces dispositions individuelles ne suffisent pas toujours à lever les obstacles très concrets que représente l'éventualité de la guerre : la peur comme arbitre et le constat d'impréparation.**

Le passage à l'engagement est en effet freiné par une évaluation lucide de ses propres limites face à la violence. Peur de mourir, de paniquer, de ne pas tenir mentalement : cette interrogation traverse l'ensemble des profils. Alice exprime cette barrière psychologique avec franchise : « Honnêtement j'ai peur de ça, je ne pense pas pouvoir gérer le stress [...] je pense pas que j'ai la force mentale pour ça ». De même, Maxim avoue : « je n'irai pas dans un truc où je risque de partir au front... je n'ai pas envie de me faire buter ».

À cette dimension psychologique s'ajoute **un constat d'impréparation technique très concret.** Romain souligne ce vide : « on ne connaît rien... les gestes de premier secours vraiment importants, on ne les connaît pas vraiment ». La Journée défense et citoyenneté (JDC) est jugée trop superficielle par Alice : « La JDC, c'est une journée avec des militaires [...] et ils font un peu de propagande pour l'armée, voilà, mais on n'apprend rien. » Certains regrettent d'ailleurs la disparition du service national, estimant, comme Sacha, que « le service militaire pour [lui], c'était important. Ça sert toujours si jamais un jour demain il y a la guerre... savoir un minimum se défendre, utiliser une arme... les soins ».

Face à ce constat d'impréparation partagé, certains ont plus de ressources que d'autres. Face à l'éventualité d'un conflit, **les réseaux de proximité apparaissent comme des appuis essentiels.** Au-delà du cercle familial et amical, premier soutien vers lequel ils se tourneraient, ce sont des cercles plus spécifiques – associatifs, militants ou informels – qui seraient finalement mobilisés pour s'informer, s'organiser et agir. Naomi, par exemple, solliciterait son groupe Telegram de teufeurs : « Moi, pour le coup, je fais beaucoup de *free party* [...] je suis sur tous les groupes Signal, Telegram [...] donc, ça déjà, ce serait bien pratique pour s'organiser en sous-main ». De son côté, Mehdi s'appuierait sur ses liens avec une association de préparation physique aux concours militaires pour obtenir des informations militaires fiables et savoir comment se rendre utile.

Même lorsqu'ils doutent de leur capacité à faire face seuls, ces jeunes ne seraient donc pas nécessairement démunis : ils apparaissent souvent débrouillards et capables de s'appuyer sur des ressources collectives. Pour Maxim, il existe même une forme de « fantasme de l'action collective » où une unité très forte permettrait de gérer la situation en faisant groupe.

La légitimité du conflit : la condition morale de l'engagement

Les dispositions individuelles et collectives sont loin d'être les seules à l'œuvre. **En effet, avant toute autre considération, les jeunes interrogés posent une question fondamentale : « cette guerre est-elle juste ? ».** La légitimité perçue du conflit apparaît comme le filtre essentiel à partir duquel l'engagement devient pensable. Si elle ne déclenche pas mécaniquement le passage à l'action, elle constitue la condition morale préalable à toute projection dans le combat.

Une légitimité territoriale, à la hiérarchie nette, se dessine. La légitimité est la plus forte lorsque la France est directement attaquée. C'est alors que la plupart des jeunes évoquent un réflexe d'engagement ou, au minimum, une réflexion sur la possibilité de s'engager. Cette propension augmente encore lorsque la menace se rapproche des proches, du village ou du quartier. Pour Adrien, ce lien au territoire conditionne son engagement : il ne se voit pas agir pour un gouvernement, mais pour « les paysages qui sont autour de [lui] » et il lui faudrait voir des « soldats russes aux abords de [son] village » pour basculer dans l'action. Mehdi partage cette vision d'une défense strictement territoriale : s'il refuse de partir combattre à l'étranger, il affirme qu'il pourrait « défendre le sol » si l'ennemi venait jusqu'ici.

En revanche, lorsque l'attaque vise un allié de la France, notamment dans le cadre de l'OTAN ou de l'Union européenne, le consensus s'effrite. Certains, comme Andréa, jugent légitime d'aider un allié : « si nous on se fait attaquer... on vient nous aider et ça va en retour ». D'autres, comme Valentine, redoutent qu'un tel soutien ne conduise à une forme de « co-belligérance » dans une guerre qu'ils ne percevaient pas comme la leur.

Quant aux conflits plus éloignés du territoire national, ils ne paraissent légitimes qu'à certaines conditions : qu'il y ait une agression claire, que les civils soient menacés, que l'intervention soit défensive et qu'elle ne serve pas des intérêts économiques ou de puissance. Sacha, par exemple, exprime fermement ce rejet des guerres expéditionnaires : il refuse de « jouer [sa] vie » pour une simple « guerre de territoire » visant à « montrer c'est qui le plus fort ». Et dans ces cas-là, beaucoup estiment que l'engagement relève exclusivement de l'armée professionnelle et se sentent alors peu concernés.

La légitimité du conflit s'envisage sous l'angle des valeurs : y a-t-il des valeurs pour lesquelles on est prêt à se battre et qui rendent légitime et impératif l'engagement ?

À cette question, les positions des plus critiques et des moins enclins à prendre les armes vacillent. Pour ceux-là en effet, l'engagement éventuel est indexé à des principes moraux et politiques qui dépassent la simple frontière. Pour Naomi, par exemple, la défense d'un territoire serait trop «

primaire » tandis que sauvegarder des acquis sociaux ou s'opposer à une dictature pourrait l'engager dans un mode de résistance radical et armé, en faisant fi de son aversion pour la violence : « si c'était la dictature, là, il faudrait résister. Parce que nos droits ont été acquis de manière beaucoup trop dure... si on perd ça, on perd tout ». Alice exprime une position similaire, affirmant qu'elle ne surmonterait sa peur de s'engager que si ses libertés fondamentales, notamment ses droits en tant que femme, étaient directement menacés.

Pour ceux qui veulent s'engager, la question des valeurs est évidemment très présente également. Ils parlent d'honneur, de fraternité, de solidarité, de noblesse, et même pour Raphaël d'une dévotion et d'un sacrifice pour les autres qui rejoint « les vertus de la morale chrétienne ».

Le rapport à l'État et à la nation : un patriotisme conditionnel et transactionnel

Les jeunes interrogés témoignent d'une réelle fierté d'être français mais qui ne relève pas d'un patriotisme au sein guerrier du terme. Il ne semble pas y avoir, chez la majorité d'entre eux, d'attachement fort à une « France éternelle », idéalisée, fantasmée, qu'il faudrait défendre au risque de sa vie.

Certes, ils sont très attachés à la culture, l'histoire, la langue, le patrimoine, les symboles républicains, mais cela n'induit pas de volonté farouche de la défendre comme entité politique, *a fortiori* quand la défiance est forte à l'égard de dirigeants soupçonnés d'instrumentaliser le sentiment national. Plusieurs jeunes, comme Valentine, affirment clairement faire la différence entre le pays et ses dirigeants – « je suis assez chauvine, j'aime mon pays... mais je fais la différence entre les dirigeants et la France » – et refuser de se battre derrière des gouvernants qui instrumentaliserait le patriotisme pour justifier des décisions dont le peuple paierait seul le prix. Raphaël, qui est, quant à lui, dans une logique d'engagement pour la défense de la patrie, le constate à regret dans son entourage : « Ce que je perçois autour de moi, c'est qu'on ne veut pas servir pour Macron. C'est clair, c'est net, c'est précis. »

Cette distance à l'égard des dirigeants conduit plusieurs jeunes à reformuler la question de l'engagement en termes de réciprocité. Loin d'un patriotisme sacrificiel inconditionnel, beaucoup raisonnent dans une logique de contrat : si l'État attend des citoyens qu'ils le défendent, encore faut-il qu'il apparaisse lui-même comme protecteur, juste et fidèle à ses promesses.

La perception d'un contrat social fragilisé revient fréquemment. Plusieurs jeunes, comme Alice, estiment que l'État demande des sacrifices sans garantir en retour la reconnaissance ou la

protection. Elle s'interroge notamment sur les priorités budgétaires : « je pense qu'on pourrait aussi mettre plus de budget dans d'autres institutions comme les hôpitaux, les écoles, les universités [...] on ne se sent pas reconnu par notre pays ». Pour Romain, ce sentiment est renforcé par les inégalités qu'il observe, « les personnes dormant dehors malgré la neige », et qui brisent à ses yeux la promesse de « fraternité » et de réciprocité.

À cette critique s'ajoute **le refus de porter le fardeau de décisions politiques auxquelles ils n'ont pas consenti**. Valentine exprime clairement cette rupture : « Pour moi, la guerre, c'est une décision de dirigeants qui n'ont pas réussi à résoudre les choses de façon diplomatique. Je ne vois pas pourquoi ça devrait être au peuple de venir reprendre ce fardeau. » Dans ces conditions, l'arbitrage en faveur de l'intérêt propre – survivre, protéger ses proches, préserver ses projets de vie – s'impose souvent. Pour Romain, qui vient d'acheter une maison et de se marier, l'engagement signifierait briser une stabilité durement acquise : « Si je n'ai pas de travail, que j'ai pas de maison [...] ouais, ça peut être bien. Mais là, j'ai entre guillemets une stabilité professionnelle, personnelle, je dirais non. »

Inversement, lorsque l'État est perçu comme ayant « tenu sa part », l'engagement apparaît comme un retour légitime. Andréa est prêt à s'impliquer car il se sent redevable d'un système qui lui a offert l'école gratuite et la protection sociale : « je suis né en France, la France m'a donné le droit à l'apprentissage [...] il faut lui rendre la pareille ». Pour Mehdi, ce lien est filial : « On est bien en France... Quand elle est mal, il faut tout faire pour la France. Elle fait tout pour nous, on fait tout pour elle. »

L'ensemble de ces facteurs dessine un rapport à la guerre profondément différent de celui qui a structuré les mobilisations du XX^e siècle. Loin d'un effacement du sentiment national, on observe plutôt **une redéfinition des conditions de l'engagement**.

Conclusion : une jeunesse ni absente ni belliciste mais exigeante

Cette enquête bouscule deux représentations réductrices souvent mobilisées dans le débat public : celle d'une jeunesse indifférente, repliée sur elle-même, et celle d'une jeunesse qu'il suffirait de « réveiller » pour qu'elle s'engage. Les jeunes Français interrogés ne sont ni désengagés, ni naïfs, ni spontanément bellicistes. Ils sont, au contraire, profondément conscients des risques contemporains, lucides sur les ressorts politiques de la guerre et exigeants quant aux conditions de leur engagement.

Leur rapport à la guerre se structure autour de plusieurs lignes de force. D'abord, une **défiance**

marquée envers les dirigeants politiques, perçus comme éloignés des conséquences humaines de leurs décisions et susceptibles d'instrumentaliser la peur. Ensuite, une **forte sensibilité morale**, qui subordonne toute possibilité d'engagement à la légitimité perçue du conflit, à sa nature défensive et à la protection des civils. Enfin, une **redéfinition de l'engagement**, qui privilégie parfois les formes civiles, locales, utiles et concrètes, et ne considère l'engagement armé que comme une ultime éventualité.

Ces résultats invitent à repenser les conditions de l'adhésion civique en temps de crise. Ils suggèrent que la mobilisation de la jeunesse ne peut passer par la seule invocation de la menace ou du devoir national, mais qu'elle suppose de restaurer **un contrat de confiance** entre l'État et les jeunes générations. Une confiance fondée sur la cohérence de l'action publique, la justice sociale, la transparence démocratique et la reconnaissance des formes plurielles de l'engagement.

Les autrices remercient vivement Estelle Marignac pour sa contribution au recrutement et à l'interrogation des jeunes rencontrés dans le cadre de cette étude.

1. Pour rappel, Fabien Mandon a prononcé un discours au congrès des maires en novembre dernier, déclarant que le pays devait être prêt à « accepter de perdre ses enfants ». Voir Olivier Faya, « **« Accepter de perdre ses enfants » : qui est Fabien Mandon, le chef d'état-major des armées qui a créé la polémique** », *Le Monde*, 25 novembre 2025.
2. Anne Muxel, ***Les jeunes et la guerre. Représentations et dispositions à l'engagement***, Irsem, DGRIS, avril 2024.
3. Ibid.
4. La typologie proposée par Anne Muxel dans cette étude distingue plusieurs figures de rapport à la défense et à l'engagement (« patriotes engagés », « patriotes concernés », « humanitaires pacifistes », « indifférents non concernés »).
5. « **Les Français face au risque de conflit : vigilance et résilience nationale** », enquête Verian pour *L'Hémicycle*, 12 janvier 2026.